

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL

Distr.  
LIMITEE

E/CN.14/SODE/26  
25 août 1964

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion du Groupe d'experts de la défense sociale

Monrovia, 18-31 août 1964

EXPOSE DU DELEGUE DU CAMEROUN, M. COLONNA

Lorsque l'on veut établir un bilan de la délinquance juvénile au Cameroun il est nécessaire de faire une distinction entre le nord et le sud Cameroun.

Dans le Nord Cameroun où vivent des populations musulmanes et païennes les structures traditionnelles sont encore très fortes et si l'on fait exception de quelques cas de coups et blessures, la délinquance juvénile est pratiquement inexistante dans les bourgades. Il faut cependant noter que les villes de Garoua et de Maroua deviennent de jour en jour plus importantes, le vagabondage y est de plus en plus fréquent. Dans la majorité des cas lorsqu'un mineur est appréhendé pour un motif quelconque il est conduit au Lamido (chef traditionnel) qui convoque la famille et lui rend l'enfant après une admonition. Dans les cas les plus graves, le Lamido garde l'enfant pendant quelques temps dans son saré.

La comparution devant les tribunaux est extrêmement rare. En 1962 lors de l'enquête faite par M. Zumbach, expert des Nations Unies, le nombre des mineurs ayant eu à comparaître devant un juge en 1961 ou étant encore en instance de jugement s'élevait à 14. Il était de 19 en 1963.

Dans le Sud Cameroun la situation est tout autre. Comme pour le Nord cependant, dans les villages et les bourgades la délinquance juvénile est inexistante. Dans les centres urbains de Douala, de Yaoundé, de

et de Bamenda il n'y a pas de criminalité juvénile. La délinquance se manifeste par le vol. La jeunesse est attirée par les avantages que la civilisation moderne qui s'implante dans les villes promet sur le plan matériel. C'est ainsi qu'un grand nombre de mineurs quittent leur village. L'on constate dès lors dans les villes l'existence de bandes d'enfants qui flânent, livrés à eux mêmes toute la journée, et, le plus souvent passent la nuit sur les places du marché, les tribunes des stades et tous autres lieux publics, car la ville a toujours été d'un grand pouvoir

attractif pour la jeunesse, elle offre des possibilités, une vie plus large, un travail moins pénible, elle offre aussi et ce n'est pas la moindre de ses charmes le grand attrait de l'inconnu. Ceux qui y ont vécu, lorsqu'ils reviennent au village, parlent, même s'ils y ont souffert, de possibilités de vie plus large, de situations extraordinaires, de gains mirifiques. De plus les écoles sont nombreuses à la ville et il est souvent plus facile de s'y faire inscrire pour tenter, d'une grande partie des jeunes camerounais, d'y poursuivre ses études.

Tout ceci détermine l'exode vers la ville d'une jeunesse qui, au départ, a le désir de bien faire.

La réalité est tout autre. Le jeune brousard arrivé à la ville, tente de s'installer chez quelque parent plus ou moins éloigné en attendant de trouver un travail. Mais la jeunesse, l'inexpérience du milieu, le handicap de la langue ne facilitent pas les choses. Il se trouve bientôt seul, sans ressources, sans travail. Il était depuis le départ de son village en danger moral. Il est maintenant au seuil de la délinquance et les tentations multiples, la fréquentation de jeunes gens pervers et qui se flattent de vivre d'expédients l'y conduiront inéluctablement.

Au Cameroun, l'enfant ne vole généralement pas pour obtenir son strict nécessaire. La délinquance juvénile résulte du heurt et de la rencontre de deux mondes, de deux modes de vie entièrement différents dont l'un, reconnu, la voie du progrès, bouscule et affronte l'autre. Au moment où l'effondrement des règles tribales l'on ne trouve qu'un embryon de nouvelles structures trop faibles encore pour assurer les problèmes multiples que pose une urbanisation à la débâcle.

Nous avons vu combien est fragile la position de jeunes vivant seuls à la ville mais celle des parents récemment installés en milieu urbain n'est pas plus enviable: ils ne sont pas préparés à jouer leur rôle d'éducateur auprès de leur enfant, à plus forte raison auprès de leur adolescent, dans ce contexte entièrement nouveau.

Avec la disparition de la morale et des règles coutumières à base d'interdits et de chatiments, l'enfant de son côté pense souvent que si l'on ne punit plus il n'y a plus de faute. Les principes de l'éducation modernes tels que l'autorité, la sécurité dans les relations interpersonnelles parents-enfants, ne sont ni compris ni intégrés, un vide inévitable sépare les parents de leurs enfants.

Le mineur délinquant au Cameroun ne présente pas de troubles de caractère et de comportement nécessitant une rééducation, une action medico psychologique très individualisée telle qu'elle se pratique en Europe dans les pays où les formes et les causes de la délinquance juvénile relèvent de son développement économique, de l'aisance matérielle, d'une certaine forme de confort. Ces éléments mettent en évidence, les troubles affectifs, avec toute une gamme d'erreurs éducatives dont certaines sont grossières et graves.

Les enfants délinquants au Cameroun sont simplement inéduqués. Ils attendent une action éducative et non la mise en place de toute une action rééducative coûteuse. Cette constatation est réconfortante et les buts recherchés doivent viser à donner aux jeunes de bonnes habitudes de travail dans l'organisation d'une vie régulière et équilibrée favorisant une intégration socio-professionnelle en accord avec les aspirations constructives d'une société en plein développement.

Dès 1950 le Haut Commissariat du Cameroun qui s'inquiétait du nombre de mineurs appréhendés, qui devaient être traduits devant les tribunaux décidait la création d'une institution habilitée à recevoir les jeunes qu'il ne serait pas possible, soit du au fait de la gravité de la faute commise, soit au fait de la carence éducative du milieu dans lequel ils vivaient précédemment, de rendre à leur famille.

L'Institution Camerounaise de l'Enfance fut créée par un arrêté du 11 Mars 1953. Elle reçoit en vue de leur reclassement social des mineurs âgés de 10 à 18 ans lors de leur admission qui lui sont confiés par les tribunaux soit pour un temps déterminé par le jugement, soit jusqu'à leur majorité civile.

L'établissement avait été tout d'abord conçu pour pouvoir grouper environ 300 garçons mais des difficultés financières ont empêché la réalisation du plan primitivement prévu. Actuellement la capacité du Centre de Bétamba est de 100 places.

A ce jour 377 garçons lui ont été confiés pour un total de plus de 310.000 journées.

L'étude des dossiers des garçons donne les renseignements suivants :

236 confiés par le Tribunal de Douala

78 confiés par le Tribunal de Yaoundé

23 confiés par le Tribunal de Bafia

13 confiés par le Tribunal de Dschang

5 confiés par le Tribunal de Ebolowa

Les tribunaux de N'Kongsamba, Maroua, Edea, Garoua, Kribi, Eséka

viennent ensuite avec un maximum de 4 garçons confiés.

La délinquance est un phénomène urbain. Mais si l'on recherche la

provenance réelle des mineurs d'après leur origine, l'on s'aperçoit que

bien que les tribunaux de la région Bamileke ne nous aient confié que

peu de mineurs, 112 petits Bamilekes nous ont été envoyés par les tribu-

naux de Douala et de Yaoundé. Les régions à forte densité de population,

ce qui est le cas de la région Bamileke, sont donc les grandes pourvoyeuses

de délinquants dans les milieux urbains, conséquence de la forte émigration

des jeunes.

#### B. Age des mineurs

Soixante-dix pour cent d'entre eux ont commis leur délit entre la quatorzième et la seizième année. Avant 13 ans la comparution devant un Tribunal est rare.

#### C. Motif de la comparution

Le vol est dans 90 pour cent des cas le motif du délit: vol alimentaire, vol d'argent, quelquefois vol de bicyclette et de vêtements. Les autres délits sont par ordre d'importance: le recel, l'escroquerie, et l'abus de confiance pour les plus âgés. L'on relève cependant trois cas de coups et blessures, deux viols et deux homicides.

Les élèves se répartissent en deux groupes principaux: les scolaires et les apprentis. Les garçons de moins de 14 ans, une quarantaine environ, vont en classe à temps complet sous la direction de deux instituteurs. Leurs études peuvent être sanctionnées par le certificat d'études primaires. Les apprentis suivent, s'ils le désirent, des cours du soir qui leur permettent de récupérer une partie de leur retard scolaire. Les cours sont donnés bénévolement par les instituteurs du Centre.

Cette année 17 garçons, en majorité des apprentis, ont été présentés au certificat d'étude primaire. 11 ont été reçus. Le résultat est d'autant plus méritoire que nos jeunes s'étant, bien souvent, avant leur arrivée à Betamba, dérobés à une scolarité normale, nous arrivent avec un retard scolaire important.

Les sections d'apprentissage au nombre de 4 actuellement, groupent chacune de 10 à 15 garçons et reçoivent des jeunes ayant atteint au centre l'âge de 14 ans et ceux qui nous sont confiés après cet âge. Ces sections sont placées sous le contrôle de moniteurs techniques.

La section de vannerie reçoit les garçons peu doués au point de vue intellectuel et qui sont confiés trop âgés ou pour un temps trop court pour qu'il soit possible d'envisager autre chose qu'un apprentissage du geste. La section des travaux agricoles est plus particulièrement réservée à des volontaires ou à des jeunes originaires de brousse, dont les parents sont planteurs, et qu'il sera possible de rediriger sur leur village. Les ateliers de mécanique (ajustage et mécanique automobile) et de menuiserie ainsi que le groupe du bâtiment, reçoivent des garçons du niveau du certificat d'études confiés à leur institution pour un temps assez long et auxquels on peut envisager de donner un apprentissage échelonné sur trois ans.

Au Cameroun, l'apprentissage du métier, l'acquisition de bonnes habitudes de travail sont les éléments primordiaux qui favorisent un reclassement social durable. Tous les efforts sont donc déployés pour permettre à chaque élève d'acquérir le maximum de connaissances et d'éducation durant la période de placement. Les éducateurs et les maîtres d'atelier cherchent à établir un contact affectif entre eux et les enfants dont ils ont la charge. Ce qui n'est pas toujours facile car ces jeunes ont tous connu la prison et ses promiscuités très dangereuses, qui sont passés devant un tribunal dont ils ont eu peur, qui ont été amenés à Betamba, menottes aux mains par des gendarmes se demandant en arrivant au Centre quelle nouvelle catastrophe les attend. La discipline de l'institution est large. Pas de hauts murs, pas de grilles, pas de gardes. Il n'existe même pas de clôtures entre le centre et l'extérieur: les villages voisins.

Les activités des garçons sont organisées de telle sorte qu'à aucune moment ils ne soient livrés à eux-mêmes. Le sport, école de discipline, de volonté et surtout excellent apprentissage de la vie d'équipe constitue un puissant levier éducatif. Des séances d'éducation physique groupent chaque matin ces jeunes du même niveau et non du même âge. Chaque soir entre 17 et 18 heures 30, les équipes de football s'entraînent. Elles participent au championnat du Cameroun. Une piscine est à la disposition des jeunes, qui savent presque tous nager, et qui, pour la plupart, prennent deux bains par jour.

Un système de pécule dont l'importance est fonction du temps de séjour, mais pour la détermination duquel interviennent également les notes de travail en classe et à l'atelier, ainsi que les notes de conduite et de discipline générales, permet de récompenser, non les meilleurs mais ceux qui font vraiment un effort vers le mieux. Les détériorations matérielles volontaires, la perte d'objets de lingerie ou de vêtements peuvent entraîner la suppression, pour les fautes de tout ou partie du pécule au cours duquel les faits se sont produits.

La Caisse pécule est alimentée par le produit du travail des élèves. Tous les garçons quittent l'institution munis de ce viatique qui est souvent substantiel.

Les garçons dont le comportement a donné entière satisfaction, arrivés en fin d'apprentissage peuvent être rendus à leur famille à l'instigation du Directeur, sur décision judiciaire quelquefois 3 ou 4 ans avant la date qui avait été fixée par les jugements qui les confiaient à l'institution.

Chaque fois que cela peut se faire, les garçons arrivés en fin de séjour sont placés chez des employeurs où il est possible de continuer à les suivre. Mais cette recherche de placement est extrêmement difficile car le marché du travail est pratiquement bouché au Cameroun et que l'on n'y dispose pas suffisamment de personnel social.

En 1959 le gouvernement du Cameroun qui s'était ému du grand nombre d'enfants maintenus dans les prisons faute de places à Betamba, décidait l'achat d'un domaine de 204 hectares en vue d'y créer un deuxième centre. Ce domaine, situé dans une riche région agricole devait permettre la formation de 200 à 250 jeunes agriculteurs. Cette décision était particulièrement judicieuse puisque l'économie du Cameroun sera pendant de longues années encore tributaire de son agriculture. Malheureusement, faute de crédits d'investissement la construction du centre n'a pas pu être encore entreprise.

Au point de vue du personnel spécialisé nécessaire, la création d'une école de formation d'éducateurs a été décidée. Les frais d'investissement seront pris en charge, au titre de l'aide bilatérale, par la Suisse. Les travaux commenceront en octobre prochain. Cette école adjointe au centre de Betamba permettra la formation théorique et pratique en 18 mois d'une quinzaine d'éducateurs.



Le niveau des études pour y être admis sera celui du Brevet élémentaire ou d'un certificat d'aptitudes professionnelles. Les stagiaires percevront pendant le temps de leur formation le traitement des Instituteurs-Adjoints. Ils seront après l'obtention de leur diplôme payés au tarif des instituteurs. Les meilleurs éléments de chaque stage pourront être envoyés pour un séjour de perfectionnement à l'étranger.

Les éducateurs formés à Bétamba serviront dans le ou les centres d'éducation, ils pourront également avoir la charge d'un service en milieu ouvert dans les villes importantes, ils pourront enfin être attachés à une juridiction et s'y occuper du service de la liberté surveillée.